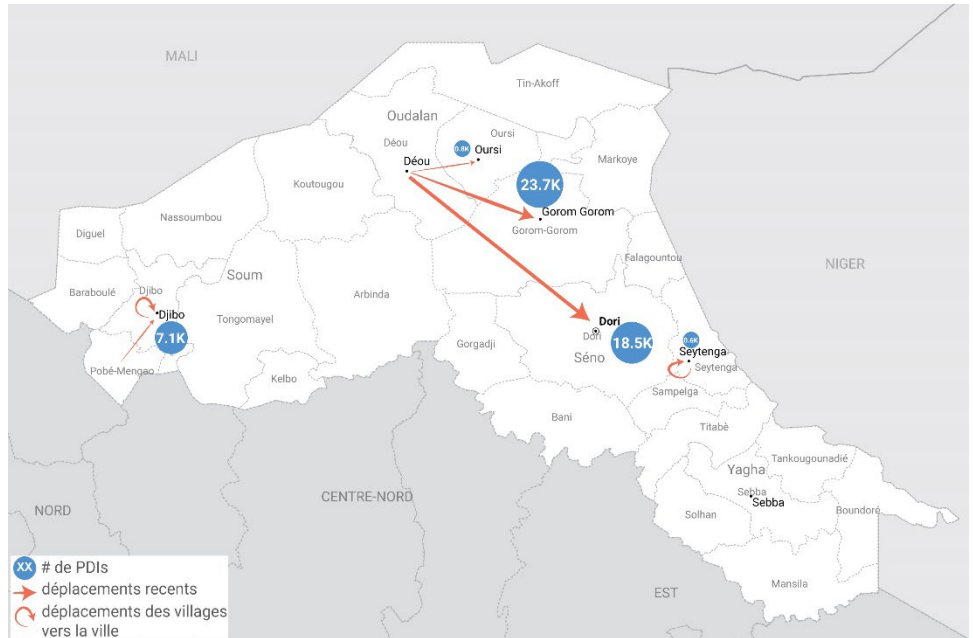


Aperçu de la situation

La région du Sahel fait face à une série de mouvements de population, avec pour conséquence une augmentation importante des besoins multisectoriels et un amincissement de l'accès humanitaire. Cette situation est due à la détérioration continue de la situation sécuritaire se caractérisant par les affrontements entre des groupes armés non étatiques et les Forces de défense et sécurités (FDS) et de leurs supplétifs (VDP), l'utilisation des engins explosifs improvisés sur les axes, des frappes aériennes, des vandalisations des équipements de télécommunications, des actes d'intimidation, des assassinats des populations civiles et les opérations militaires d'envergure.



Connue pour être volatile, imprévisible et parfois tendue, la situation sécuritaire se dégrade dans la région du Sahel et a engendré de nouvelles vagues de mouvements de populations. Celles-ci sont contraintes de fuir leurs localités d'origine pour sauver leurs vies. Le dénombrement continu fait état pour le mois de janvier 2022 d'environ 50 000 personnes nouvellement déplacées, dans une région qui comptait déjà au 31 décembre 2021 plus de 513 000 personnes déplacées internes (PDI), dont la moitié (266 000) est abritée à Djibo. Les principales zones d'accueil de ces récents afflux de PDI sont essentiellement à Djibo, Dori, Gorom Gorom, Oursi et Seytenga.

Suite aux attaques et aux menaces des groupes armés non étatiques (GANE) en janvier 2022 à Deou, Dibissi et Tin-edjar (Oudalan), 42 000 personnes ont fui vers Oursi et Gorom Gorom (Oudalan) et la capitale régionale de Dori (Seno). De même, l'activité des GANE opérant dans la commune de Seytenga a contraint les habitants de plusieurs villages périphériques à rejoindre le centre de la commune. Pendant la même période, la commune de Djibo a connu des affrontements et menaces similaires ainsi que des frappes aériennes qui ont entamé le déplacement de 7 200 personnes vers Djibo en fin janvier 2022.

Impact et besoins humanitaires

L'intensification des opérations militaires par les FDS, les milices civiles alliées et de l'activité de GANE ont entraîné une augmentation de déplacement de la population, accompagné par des violations de droits de l'homme et de droit international humanitaire par les GANE. Des menaces envers la population civile et la stigmatisation de certains groupes continuent d'être signalées. De plus, il existe une stratégie de harcèlement des populations civiles, de restriction des déplacements, de déstabilisation des services sociaux de base qui se traduit par des déplacements forcés des villages vers les grandes villes. Les mouvements ont un impact profond sur la capacité des populations à accéder aux services de base. Ceci contribue aux tensions communautaires car les PDI et les communautés hôtes se font concurrence face à des ressources naturelles insuffisantes.

Les besoins prioritaires exprimés par les PDI dans les différentes zones d'accueil sont les abris et les articles ménagers essentiels (AME), l'assistance alimentaire, l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA).

Deux évaluations multisectorielles (MSA), une à Djibo et une à Gorom Gorom, montrent à titre indicatif les besoins criants des populations dans ces communes.

L'insécurité alimentaire est particulièrement préoccupante. Dans la commune de Djibo, plus de 50% des nouveaux PDI (de Kobawa et de Pouga) n'ont reçu aucune assistance alimentaire tandis qu'à Gorom Gorom, 92% des ménages se trouvent en situation d'insécurité alimentaire. A Djibo, plus de 60 enfants sont atteints de malnutrition, de carence de sels minéraux et de vitamine dépistés au sein de PDI de Kobawa et de Niamanga.

On note que à Djibo, plus de 80% des PDI ont besoin d'articles ménagers essentiels.

L'accès à l'eau potable est aussi un problème majeur. En effet, les points d'eau existants à Djibo sont largement insuffisants pour couvrir les besoins, et parmi ceux-ci, une dizaine sont en panne privant 5 000 personnes d'accès à l'eau. Quant à l'assainissement, seulement les latrines communautaires et / ou celles des ménages hôtes sont disponibles pour les nouveaux déplacés internes. A Gorom Gorom, un point d'eau dessert en moyenne 2 800 personnes au lieu de 500 personnes selon les normes, et seulement 4% des ménages ont accès à des latrines hygiéniques acceptables. La rareté de la ressource d'eau, accentuée avec l'afflux de nouveaux PDI, constitue une situation préoccupante à laquelle s'ajoute l'insuffisance de points d'eau. On note également une augmentation des attaques ciblées aux infrastructures d'eau dans la région, tels que l'attaque signalé le 12 février 2022 près de Arbinda ayant privé d'accès à l'eau environ 1 500 personnes.

Il est à noter aussi une forte pression sur les structures de soins de santé/nutrition et sur les stocks des intrants. Par ailleurs des cas de stress post traumatique chez les déplacées sont signalés au regard des atrocités dont certains d'entre eux ont pu être des témoins oculaires.

Le Sahel est la région concentrant le plus grand nombre d'écoles fermées (28%), soit 966 sur 3 405 établissements scolaires fermés, affectant 106 193 élèves dont 48 942 filles, ainsi que 3 871 enseignants dont 1 256 femmes.

Certains partenaires signalent une interférence de GANE dans la mise-en-œuvre des activités spécifiques, qui remet en cause les capacités des acteurs humanitaires à apporter l'aide humanitaire et à assurer adéquatement la protection des enfants face aux violations graves de leurs droits et touchent aussi la santé de la reproduction et les programmes visant les Violences Basées sur le Genre.

La ville de Seytenga est encore accessible grâce une route bitumée et praticable par tout type de moyen de locomotion. Néanmoins au cours de ces derniers mois, quelques incidents relatifs à des cas d'enlèvement de véhicules ou des assassinats ciblés des serviteurs de l'Etat ont été rapportés. Gorom Gorom tout comme Djibo, sont par contre desservies par UNHAS et pour l'accès par route, les acteurs humanitaires privilégient le transport en commun et/ou sollicitent les services des prestataires locaux au regard des contrôles inopinés sur les axes secondaires. Même avec les contraintes d'accès, tels que la présence de contrôles irréguliers, les humanitaires continuent à assister les populations vulnérables en adaptant leurs opérations et en profitant de l'acceptation de la communauté, le respect et l'application des principes humanitaires.

Réponses en cours et prévues

A travers le groupe de coordination opérationnelle de la réponse rapide, ces différents mouvements de populations ont fait l'objet de diffusion de quatre alertes et des acteurs engagés dans la réponse rapide au niveau régional (DRC, OCADES, SERACOM) ont pu conduire trois évaluations multisectorielles des besoins à Oursi, Gorom-Gorom et Djibo.

Les premières interventions au profit de ces nouveaux PDI par localité se résument comme suit :

Gorom Gorom :

- Une intervention d'urgence d'approvisionnement de l'eau par camion de la Croix rouge burkinabé a commencé pour un mois (10m3/jour) ainsi que la construction et réhabilitation de cinq points d'eau et de 80 latrines.
- Distribution d'urgence par les partenaires des kits AME et WASH sur place pour 750 ménages et des vivres pour au moins 7 500 personnes à travers une intervention conjointe des Nations Unies et des ONG partenaires (Oxfam, PAM, Save the Children, UNHCR et UNICEF).
- Dotation de fournitures scolaires à 1 000 élèves par UNICEF
- Une planification de construction d'environ 623 abris d'urgence est en cours sur les sites d'accueil temporaires existants.
- La FAO planifie des appuis pour le renforcement des moyens d'existence par du cash inconditionnel à 370 ménages (250 PDI et 120 hôtes) ; du cash conditionnel nutrition à 180 ménages ; la distribution de kits de production vivrière (à 450 ménages) et de kits production maraichères (à 200 ménages) ainsi que la réalisation des actes sanitaires pour le bétail des PDI et hôtes.

Dori :

- Une intervention conjointe des Nations Unies (PAM, UNHCR et UNICEF) est en cours pour une assistance alimentaire ciblant 15 000 nouveaux déplacés et la distribution de 200 kits partiels en AME et en WASH avec un complément des services de l'Action sociale.

- Les interventions Abris/AME sont en cours de préparation, soit 320 abris d'urgence (UNHCR, DRC).
- Une dotation en fournitures scolaires à 6 200 élèves par UNICEF en partenariat avec NRC, et de 10 tentes pour couvrir 700 élèves.
- La FAO planifie une assistance en cash inconditionnel à 600 ménages (350 PDI et 250 hôtes), en cash conditionnel nutrition à 180 ménages ainsi que via la distribution de kit de recapitalisation à 320 ménages (PDI et Hôtes) de kits de production vivrière (à 900 ménages) ; de kits de production maraichères (à 300 ménages) ; de kit d'embouche ovine (à 300 ménages). Une réalisation des actes sanitaires pour le bétail des PDI et hôtes et aussi prévue.

Djibo :

- 977 abris d'urgence sont annoncés et 677 kits AME (HI, UNHCR).
- SERACOM couvrira 237 nouveaux ménages en vivres avec une possibilité pour le PAM de couvrir le gap.
- Une intervention conjointe des Nations Unies (HCR, PAM, Unicef) est aussi en cours de préparation. Le HCR planifie la distribution de 177 kits abris et AME et Unicef prévoit de couvrir les besoins de 237 ménages en Kit AME.
- Dotation de fournitures scolaires à 4 500 apprenants par UNICEF en partenariat avec DRC.
- La FAO planifie une assistance en cash inconditionnel à 220 ménages (120 PDI et 100 hôtes) ; en cash conditionnel nutrition à 180 ménages ainsi que via la distribution de kit de production vivrière 450 ménages et de kits de production maraichères à 200 ménages. Une réalisation des actes sanitaires pour le bétail des PDI et hôtes et aussi prévue.

Seytenga :

- Les acteurs santé envisagent d'appuyer le centre de santé en intrants et en ressources humaines additionnelles.
- La FAO planifie une assistance en cash inconditionnel à 445 ménages (245 PDI et 200 hôtes) et en cash conditionnel nutrition à 180 ménages. De plus, l'assistance sera accompagnée de distribution de différents kits tels que : de recapitalisation (à 200 ménages, PDI et Hôtes), de production vivrière (à 400 ménages), de production maraichère (à 100 ménages) et d'embouche ovine (à 120 ménages). Une réalisation des actes sanitaires pour le bétail des PDI et hôtes et aussi prévue.

Force est cependant de constater que malgré les efforts de la communauté humanitaire et des positionnements additionnels continus, les capacités de réponse demeurent fortement en inadéquation avec l'évolution rapide et subite des besoins. On estime qu'environ :

- 27 000 sur 50 000 personnes nouvellement déplacées (soit 54%) n'ont pas encore reçu une assistance d'urgence alimentaire ;
- Le gap en kits d'abris d'urgence et AME est de 6 000 kits sur un besoin d'autour 7 000 kits (soit 86%) ;
- L'accès à l'eau potable et aux autres infrastructures WASH (latrines, douches) est très peu couvert dans les communes de Dori, Djibo, Seytenga et Oursi pour ces nouveaux PDI.